



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORRÈZE

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'urbanisme et du cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à
la société Blocfer SAS la surveillance initiale
dans le cadre de la deuxième phase de l'action
nationale de recherche et de réduction des
substances dangereuses dans le milieu aquatique

Le Préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité
environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses
déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique
communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du
Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à
l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du Livre II du code de l'environnement relatifs au
programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances
dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation
d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de
l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif
au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances
dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la
pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de
l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en
application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 modifié établissant la liste des substances prioritaires et
fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements,
écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances
dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de
réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

Vu la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;
Vu la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementales provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;
Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 2010 autorisant la société Blocfer SAS à exploiter ses installations relevant la nomenclature des installations classées, sur le territoire de la commune d'Argentat ;
Vu le courrier de l'inspection en date du 4 octobre 2012 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
Vu le courrier de la société Blocfer SAS en date du 18 octobre 2012 en réponse ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 septembre 2013 ;
Vu l'avis en date du 16 octobre 2013 du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques de la Corrèze ;
Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementales dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;
Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;
Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;
Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;
Considérant que la note ministérielle en date du 23 mars 2010 prévoit pour la surveillance initiale le suivi de l'ensemble des substances, mentionnées en gras et en italique dans les listes réalisées par secteurs et sous-secteurs d'activité à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée ;
Considérant que la note ministérielle du 27 avril 2011 apporte des adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, en précisant entre autres les conditions de mise en place d'une surveillance pérenne et d'un programme d'actions pour certaines substances ;
Considérant que les activités de la société Blocfer SAS sont concernées par les dispositions de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, notamment par le secteur 22 relatif à l'industrie du bois ;
Considérant qu'en application de l'article R512-31 du code de l'environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Objet

La société Blocfer SAS, dont le siège social est situé 13, rue Pierre et Marie Curie - 19400 Argentat, doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs, en particulier celui en date du 17 février 2010 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1. Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

2.2. Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser.

2.3. L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvements et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

– Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

– Numéro d'accréditation

– Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

– Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

– Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire

– Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4. Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2. à 3.6. du document figurant en annexe 3 du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre (en µg/l)
Rejet vers la station d'épuration communale	Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 h représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1
	Arsenic et ses composés			5
	Cuivre et ses composés			5
	Fluoranthène			0,01
	Mercure et ses composés			0,5
	Zinc et ses composés			10
	Naphtalène			0,05
	Nickel et ses composés			10
	Benzène *			1
	Cadmium et ses composés *			2
	Chloroforme *			1
	Chrome et ses composés *			5
	Diphényléther polybromés (BDE 47, 99, 100, 153, 154, 183, 209) *			La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.

	Pentachlorophénol *			0,1
	Plomb *			5
	Toluène *			1
	Tributylétain cation *			0,02
	Dibutylétain cation *			0,02
	Monobutylétain cation *			0,02
	Trichloroéthylène *			0,5
* Pour ces substances, la recherche pourra être abandonnée pour celles qui n'auront pas été détectées après 3 mesures consécutives réalisées dans les conditions techniques de l'annexe 3 du présent arrêté.				

La DCO et les MES seront analysées selon les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées (la concentration moyenne étant égale à la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées) sur les six échantillons avec l'étendue de l'incertitude sur l'ensemble de ces mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble des mesures présentés avec l'étendue de l'incertitude (le flux journalier moyen étant égal à la moyenne arithmétique des flux journaliers calculés) et enfin les limites de quantification de chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ; dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même les prélèvements des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et produits utilisés ; la représentativité des mesures effectuées par rapport au régime normal d'activité de l'exploitation devra être particulièrement argumentée ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles au regard de la note ministérielle du 27 avril 2011 apportant des adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la suite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable) ;
- l'état récapitulatif issu de l'analyse faite par l'INERIS sur les données saisies sur le site internet mentionné à l'article 5.

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets – Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

L'exploitant est tenu de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 7 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société Blocfer SAS.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif :

1 - par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ; il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours administratif ; cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux de deux mois ;

2 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 9 : Publicité

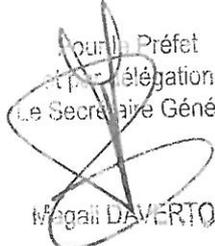
Il sera fait application des dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement pour l'information des tiers :

- copie de l'arrêté complémentaire sera déposée à la mairie d'Argentat et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie d'Argentat, pendant une durée minimale d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Corrèze.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze, le Maire d'Argentat et l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le **05 NOV 2013**
Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Mégali DAVERTON

